



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2795
25 février 2022
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

OTAN - Russie: un même mépris pour les peuples



ASSOCIATED PRESS

Mouvements de troupes russes à proximité de l'Ukraine.



La campagne de Nathalie Arthaud

Pages 4 et 5

Leur société

- Des candidats devant le Medef : entretiens d'embauche **3**
- Cour des comptes : un plan de combat contre les travailleurs **3**
- Médias : leur monde libre **3**
- Médico-social : salaires encore à la traîne **6**
- Hôpitaux : demi-prime **6**
- Maladie de Parkinson : fermeture scandaleuse **6**
- Demeter : gendarmerie privatisée **6**
- Apprentissage : pas de quoi se vanter **7**
- Luxe : un parasitisme qui défie l'imagination **7**
- Crédit suisse : les coffres-forts des puissants **7**

Élection présidentielle

- Le camp des travailleurs face à celui de la bourgeoisie **4**
- Le vote utile : mensonge usé et vote de classe **4**
- "Il y a urgence à changer cette société !" **5**
- Contre le chômage : répartir le travail entre tous **5**
- Réunions publiques et fête **5**

Dans le monde

- Mali : le triste bilan de l'armée française **8**
- Burkina Faso : l'or qui tue **8**
- Naufrage à Terre-Neuve : fortune de mer et fortune des armateurs **8**
- Algérie : trois ans après le déclenchement du Hirak **9**
- Union européenne-Union africaine : sommet d'hypocrisie **9**
- États-Unis-Afghanistan : après l'occupation, la spoliation **16**
- Nigeria : impérialisme, misère et pollution **16**
- Compagnies pétrolières : faire monter les prix et les profits **11**

Dans les entreprises

- Grève pour les salaires : préparer la riposte d'ensemble **10**
- Stellantis - PSA-Poissy **10**
- ID Logisitics - Dourges **10**
- Renault : un milliard de profit! **11**
- Renault-Flins **11**
- Toyota - Onnaing **11**
- BioMérieux **12**
- Hôpitaux de Lille et Tourcoing **12**
- Hospices civils de Lyon **12**
- Cora **12**
- Safran **13**
- Thales Group **13**
- Dassault Aviation **13**
- Juratri - Lons-le-Saulnier **13**
- RATP **14**
- Dufour Yachts - La Rochelle **15**
- Hutchinson Châlette-sur-Loing **15**

OTAN - Russie : ils méprisent tous le sort des peuples

Poutine a donc reconnu officiellement l'indépendance des deux républiques du Donbass, région russophone d'Ukraine, qui s'étaient proclamées autonomes en 2014. Sous prétexte de protéger la population, il y a aussitôt envoyé des troupes russes.

Cette décision a déclenché l'indignation surjouée des dirigeants occidentaux. Quels hypocrites ! Depuis des semaines, ils accusent Poutine de préparer l'invasion de l'Ukraine. Depuis des semaines, ils font monter la pression en renforçant les troupes américaines déployées en Roumanie et en Pologne et en multipliant les envois d'armes à l'Ukraine.

Biden et l'administration américaine se posent en défenseurs de la paix. Mais depuis trente ans ils ont ceinturé la Russie avec des bases de l'Otan, cette organisation militaire bâtie pendant la guerre froide pour isoler l'Union soviétique. Depuis 2015, des soldats américains sont déployés dans les trois pays Baltes, en Géorgie et dans certains pays d'Asie centrale, aux frontières de la Russie. C'est pour desserrer cet étau que Poutine a déployé ses troupes.

Poutine n'agit évidemment pas pour défendre la population russe, qu'elle vive au Donbass, en Ukraine ou dans n'importe quelle région de l'ex-Union soviétique. Poutine est un dictateur qui défend, à la tête d'un appareil d'État répressif, les intérêts de la bureaucratie et des milliardaires qui pillent les ressources du pays. Il veut renforcer la puissance russe pour défendre le pré carré de ces oligarques qu'il représente.

Dans son intervention télévisée, Poutine est revenu sur la longue histoire commune des Russes et des Ukrainiens. Il a accusé Lénine et les bolcheviks d'avoir créé, en 1922, une libre fédération, l'Union des républiques socialistes soviétiques, et non pas un État centralisé dominé par les Russes comme l'était l'Empire tsariste ou comme l'est redevenue l'URSS de la bureaucratie sous Staline. Au fond, Poutine, lointain successeur de Staline, rend un vibrant hommage à la politique des bolcheviks !

Après avoir brisé la prison des peuples qu'était le tsarisme, après avoir gagné une terrible guerre civile ourdie par les grandes puissances coalisées, les bolcheviks ont montré qu'il était possible de bâtir une association libre et consciente de tous les peuples de l'ancienne Russie. Malgré les privations, ils ont encouragé toutes les langues et

les cultures. Ils ont fait en sorte que les différents peuples, Russes, Ukrainiens, Géorgiens, Azéris, Kazakhs et tant d'autres, se développent ensemble au sein d'une vaste économie planifiée.

Malgré la féroce dictature stalinienne qui a anéanti la plupart des réalisations de la révolution bolchevique, ce développement commun s'est maintenu jusqu'en 1991. Ce ne sont pas les peuples de l'Union soviétique qui ont voulu se séparer. Ce sont les bureaucrates de Moscou, Minsk et Kiev, qui ont proclamé l'indépendance de leur république. Comme dans l'ex-Yougoslavie, pour disposer chacun de leur fief et piller le maximum de richesses, les politiciens ont exacerbé le nationalisme, déclenchant guerres civiles, purifications ethniques et exodes.

Entre l'Ukraine et la Russie, des frontières sont venues séparer des familles et entraver les déplacements. La population a subi un terrible effondrement économique, le pillage des entreprises publiques et des ressources par les mafieux. En Ukraine, en 2014, la rivalité entre les cliques d'ultranationalistes pro-occidentaux et d'oligarques pro-russes s'est transformée en guerre civile. L'Ukraine est devenue une arène sanglante de la rivalité entre les dirigeants impérialistes et le Kremlin.

La population ukrainienne en est la première victime. Elle subit les bombardements et s'enfonce dans la pauvreté. Les dirigeants occidentaux se prétendent ses protecteurs mais n'ont que du sang et des larmes à lui proposer. Ils lui ont refusé l'entrée dans l'Union européenne et les quelques avantages qu'elle aurait pu y gagner. En guise de soutien économique, les banquiers imposent à l'Ukraine des taux d'intérêt usuraires.

Le sort des Ukrainiens est celui qui attend tous les peuples, si on laisse les Biden, Macron et autres dirigeants impérialistes parler en notre nom. L'un des buts de leur poker menteur avec Poutine est de nous mettre en condition pour nous faire accepter leur future guerre. Ces prétendus démocrates ne valent pas mieux que le dictateur Poutine. Il faut se souvenir qu'ils n'ont pas bronché quand celui-ci a envoyé ses parachutistes aider le dictateur du Kazakhstan à réprimer la révolte populaire de janvier.

Pour mater des travailleurs soulevés, dirigeants impérialistes et chef des oligarques sont bons amis !

Nathalie Arthaud



Blindés russes dans la région de Rostov, au sud de la Russie.

YURI KOCHKOV EPA

Des candidats devant le Medef : entretiens d'embauche

Six candidats à l'élection présidentielle (Jadot, Roussel, Péresse, Hidalgo, Le Pen et Zemmour) ont passé un « grand oral » devant 400 grands patrons à Paris. À part Roussel du PCF, tous ont été plus lèche-bottes les uns que les autres.

D'abord, dans la forme. Jadot a dit que « la transition écologique se fera avec les entreprises ou ne se fera pas ». Le Pen a déclaré que ces grands patrons étaient « le poumon de la France ». Et Zemmour leur a carrément avoué : « Je vous admire. » Révélant ses sentiments profonds, en appelant le dirigeant du Medef, Geffroy Roux de Beyzieux, il a même fait un lapsus en le nommant Geoffroy Roux « de beaux yeux » !

Quant aux mesures

phases exposées par ces candidats, elles comprenaient toutes des aides publiques aux grandes entreprises. L'écologiste a expliqué qu'il distribuerait des aides... pour soutenir la transition écologique. La candidate de droite qui, traditionnellement, a la faveur du grand patronat, a annoncé qu'elle baisserait encore plus les impôts des entreprises en créant un « comité de la hache » pour simplifier les procédures administratives patronales. Même Roussel,

qui a eu l'audace extrême de dénoncer à demi-mots l'évasion fiscale, a tenu à démontrer aux représentants patronaux que les augmentations de salaire qu'il défendait entraîneraient un « choc de l'offre » qui bénéficierait aux capitalistes. Ces derniers le croiront ou non, mais en tout cas lui ne veut pas leur nuire.

Les candidats d'extrême droite ont bien montré que, s'ils étaient élus, ils seraient, comme les autres, de loyaux serviteurs du grand patronat. Marine Le Pen, questionnée sur sa proposition d'augmenter les bas salaires en baissant les cotisations patronales, a assuré aux auditeurs que ça ne leur coûterait rien. Et elle a



CYRILL BITTON DIVERGENCE

Zemmour et Le Pen bien d'accord pour cirer les bottes aux patrons du Medef.

ajouté que, pour l'État, cela ne serait « que du manque à gagner ». Mais du manque à gagner qui dépouillerait encore les services publics, les hôpitaux, les transports, les services municipaux, l'éducation et ceux qui en ont un besoin vital. Enfin Zemmour, qui ne cesse de s'attaquer aux travailleurs immigrés, a tenu à apaiser les craintes des employeurs en quête de main-d'œuvre sous-payée : « Effectivement, dans certaines activités, je reconnais que les Français

ne veulent pas travailler. Mais on restera en Europe, il y aura des Polonais, des Roumains et ça règlera largement la question. » Français ou immigrés, d'Europe, d'Afrique ou d'ailleurs, Zemmour méprise bien tous les travailleurs.

Ces candidats sont concurrents et visent des électors différents. Mais leur prestation devant le Medef montre bien une chose : ils savent qui sont leurs maîtres.

Pierre Royan

Cour des comptes : un plan de combat contre les travailleurs

Le 16 février, la Cour des comptes a publié son rapport annuel sur les finances publiques. Elle y fait le bilan de la dette de l'État après deux ans de pandémie.

Elle critique la politique affichée par le gouvernement pour réduire le déficit budgétaire, en affirmant que les mesures annoncées sont insuffisantes.

Sous le coup des mesures liées à la crise sanitaire et de la politique en faveur des entreprises, la dette de l'État s'est envolée à plus de 2 800 milliards d'euros fin 2021, 500 milliards de plus qu'en 2019. Dans le même temps, les recettes de l'État

ont diminué à cause notamment des 15 milliards de baisse d'impôts en faveur du patronat, les impôts dits de production et celui sur les bénéfices des sociétés en 2021, des baisses qui se poursuivront en 2022 et au-delà.

En octobre dernier, le gouvernement s'était engagé auprès de la Commission européenne à ramener le déficit budgétaire, estimé à 5 % du PIB à la fin de 2022, à

moins de 3 % d'ici 2027. Pour cela il s'est engagé à mener une politique d'économies... que la Cour des comptes a jugées insuffisantes. Il y manquerait selon elle au moins 9 milliards par an. Et elle a indiqué la voie à suivre, qui épargne le patronat, ne touche pas aux cadeaux fiscaux, mais diminue les dépenses en matière de retraites, d'assurance maladie, de droits au chômage, de minima sociaux et de politique du logement. Un véritable programme de combat contre les travailleurs.

À l'approche des élec-

tions, le gouvernement cherche à mettre à son crédit la sortie de la crise, sans trop s'avancer sur les attaques qu'il déroulera après les élections. La Cour des comptes n'a pas cette retenue. Elle indique sans fard la voie que le prochain gouvernement, quel qu'il soit, devra suivre : faire payer

les couches populaires. Mais les travailleurs n'ont pas à payer pour rembourser des dettes dont ils ne sont pas responsables. La dette de l'État existe en grande partie pour maintenir, voire faire grossir les fortunes de la bourgeoisie. À elle de la payer !

Serge Benham

Médias : leur monde libre

Le groupe de médias Vivendi du milliardaire Bolloré, qui possède déjà 45 % du groupe Lagardère, veut en prendre complètement le contrôle.

Il y a peut-être de plus en plus de chaînes de télévision, de chaînes de radio et de journaux. Mais le nombre de leurs propriétaires n'a sans doute jamais été aussi réduit.

Dans l'empire Bolloré, la partie médias à elle seule est impressionnante. Bolloré possède, à travers Vivendi, toutes les chaînes du groupe Canal Plus : CNews, Cstar et C8, pour ne parler que des chaînes de la TNT. À cela, avec le groupe Lagardère, il faut ajouter Europe 1, le *Journal du Dimanche* et *Paris Match*. Dans l'édition, c'est encore pire. Bolloré pourrait se retrouver à la tête de presque la moitié de tout ce qui est imprimé en France. Et pour ce qui est des points de vente, hors librairies et

supermarchés, il pourrait carrément contrôler 100 % des maisons de la presse.

À la fois concurrent et complice de Bolloré pour dominer les médias, le milliardaire Bouygues possède les chaînes TF1, LCI, TMC et TF1 séries et devrait racheter cette année toutes les chaînes du groupe M6 (M6, W9, 6ter et Gulli) et les radios RTL et Fun Radio. Enfin, un troisième larron, le groupe Altice-SFR dirigé par le milliardaire Patrice Drahi possède les chaînes du groupe BFM et celles du groupe RMC.

Dire que la bourgeoisie possède et contrôle les médias est en dessous de la vérité. Trois bourgeois y suffisent.

P. R.

Lisez *Lutte de classe*, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 222 (mars 2022) :

- Nathalie Arthaud, le camp des travailleurs Meeting du 12 février à la Mutualité, à Paris Intervention de Jean-Pierre Mercier Intervention de Nathalie Arthaud
- L'inflation, une forme de la guerre de classe
- Bolloré, un archétype de capitaliste
- La pêche, dans les eaux glacées du calcul égoïste
- Les Cahiers de Verkhneouralsk – écrits de militants trotskystes soviétiques 1930-1933

Prix : 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres à 1,43 euro.





NATHALIE ARTHAUD

LE CAMP DES TRAVAILLEURS

lutte
ouvrière

Éditorial des bulletins d'entreprise du 21 février

Le camp des travailleurs face à celui de la bourgeoisie

Avec mes camarades de Lutte ouvrière, nous avons recueilli plus de 500 parrainages. Je serai donc bien candidate à la présidentielle.

À chaque présidentielle, réunir ces parrainages est un défi. Ce système a été inventé pour écarter les candidats qui ne sont pas sélectionnés par les partis habitués à gérer les affaires de la bourgeoisie. Il a été conçu quand la droite et la gauche alternaient au pouvoir. Mais ces partis, LR, le PS et leurs alliés, ont fini par se discréditer. Cette usure a fait émerger, comme Macron en 2017, des politiciens tout aussi respectueux du système, propulsés par les médias de Bolloré ou de Bouygues, financés par la grande bourgeoisie, mais qui ne disposent pas d'un réseau d'élus suffisant pour les parrainer.

Que des « petits candidats » comme moi aient réussi à rassembler leurs parrainages bien avant Zemmour, Le Pen ou Mélenchon indignes les chroniqueurs des plateaux télé. Ils se verraient bien choisir eux-mêmes les candidats ! Quant au macroniste Bayrou, il rêve de réserver le

droit de se présenter à ceux qui dépassent 10% dans les sondages !

Nous avons réussi à passer cet obstacle grâce à l'attachement à la démocratie et au pluralisme politique des maires de petites communes. Employés, ouvriers, techniciens, petits agriculteurs, enseignants ou retraités, ces maires appartiennent au monde du travail. Ils connaissent les problèmes de fins de mois difficiles, de chômage et de précarité. Sans partager forcément mes idées, ils trouvent légitime que nous puissions aborder dans cette campagne les sujets vitaux pour les travailleurs. Pour obtenir leur parrainage, encore fallait-il se donner les moyens d'aller les rencontrer !

Je suis candidate pour ne pas laisser le terrain aux politiciens bourgeois. Je suis candidate pour permettre aux travailleurs de prendre la parole et de formuler leurs exigences. Je m'adresse à tous ceux qui

ne croient plus au cirque électoral, aux promesses sans cesse trahies, mais qui refusent de se taire et de se résigner. Je m'adresse à ceux qui sont révoltés par les inégalités de plus en plus criantes et ne supportent plus d'entendre « *Il y a toujours eu des riches et des pauvres* » ou « *Ça ne changera jamais* ». Je m'adresse à ceux qui refusent de se laisser diviser selon leur origine, leur statut ou leur religion, et qui sont conscients qu'ils forment une seule et même classe, celle des travailleurs, en première ligne pour faire fonctionner la société.

Ma candidature a pour but de rassembler autour d'une politique les travailleurs conscients que leur sort dépend uniquement de leur capacité à se défendre contre le grand patronat. Il n'existe aucun « bon président » pour les travailleurs. Quand les urnes seront rangées, quel que soit le vainqueur, nous serons toujours confrontés à l'exploitation, aux bas salaires, à la précarité, aux cadences infernales. La guerre sociale ne s'arrêtera

pas au lendemain de la présidentielle.

Ma candidature est un appel au combat : il n'y aura pas d'avancée significative pour le monde du travail et pour la société dans son ensemble sans s'attaquer aux financiers, au grand patronat, à la bourgeoisie... C'est une question de rapport de force, de grèves, d'affrontements sociaux.

Un peu partout dans le pays, chez BioMérieux, Dassault, Safran, Hutchinson, Lustucru, à la RATP et ailleurs, des travailleurs se mettent en lutte pour des augmentations de salaire. Ils ont mille fois raison. Pour arracher au patronat un salaire minimum de 2 000 euros, indispensable face à la flambée des prix, il faudra que ces grèves se généralisent et deviennent explosives. En votant pour ma candidature, les travailleurs affirmeront qu'ils sont déterminés à entrer en lutte pour imposer leurs droits.

C'est leur travail, leurs muscles et leurs cerveaux qui produisent les centaines de milliards d'euros dont se gavent les actionnaires et qui manquent cruellement



dans les hôpitaux, les Ehpad ou les écoles. Voter pour ma candidature, c'est affirmer que les intérêts des travailleurs doivent passer avant ceux de la classe capitaliste. C'est affirmer qu'ils sont les plus légitimes à diriger la société car ils la font déjà fonctionner.

Le capitalisme s'enfoncé dans la crise. Il engendre l'inflation, le chômage, les menaces climatiques, mais aussi la guerre qui ravage déjà des pays entiers et se rapproche de nous. Voter pour ma candidature, c'est affirmer qu'on ne se résigne pas à un ordre social aussi injuste et menaçant, et qu'il faut se préparer à le renverser !

Nathalie Arthaud

Le vote utile : mensonge usé et vote de classe

Ségolène Royal, ministre de Mitterrand, de Jospin, de Hollande, ambassadrice de Macron, affirme aujourd'hui que le vote utile, c'est le vote Mélenchon.

On ne sait quel royal calcul cache cette déclaration, mais il se trouve qu'elle correspond aussi aux sentiments d'une partie de l'électorat de gauche.

Sans avoir la moindre chance de l'emporter, Mélenchon est tout de même en tête de la gauche, et de loin, dans les sondages. Les électeurs de gauche sont

donc, et seront peut-être encore plus, tentés de se servir du vote Mélenchon pour, croient-ils, peser dans cette élection. Mais sur quoi pèseront-ils ?

Ils ne pèseront pas sur la politique du futur président, qui sera de toute façon celle décidée par le grand patronat, quand bien même, cas bien

improbable, un candidat de gauche serait élu, comme l'histoire l'a montré de Mitterrand à Hollande. Ce vote dit utile ne pèsera pas non plus sur le moral des travailleurs, c'est-à-dire sur leur capacité à engager la lutte. Celle-ci repose en effet sur la confiance dans leurs propres forces et pas dans celles d'un sauveur électoral. Cette comédie du vote utile existe depuis qu'existe le droit de vote. Mélenchon, Royal et les

autres ne font que rejouer une vieille pièce.

La candidature de Nathalie Arthaud en revanche permet aux travailleurs conscients d'exprimer les intérêts de leur classe et de proposer un programme révolutionnaire à l'ensemble du monde du travail. Voter Nathalie Arthaud c'est, quel que soit le résultat, se grouper autour d'un drapeau propre et, en cela, préparer l'avenir.

Paul Galois





À Montpellier.

“Il y a urgence à changer cette société!”

Après le succès du meeting parisien à la Mutualité, Nathalie a repris sa tournée de réunions publiques à Montpellier le 17 février et au Havre le 18, devant un public nombreux, venu écouter et échanger avec elle. Dans les discussions, divers sujets ont été abordés.

À Montpellier, beaucoup de jeunes ont posé des questions, tant sur la campagne que sur le futur d'une société communiste.

À une question sur la division de la gauche dans cette campagne, Nathalie a rappelé que cette question concerne ceux qui pensent que changer de président permet de changer de politique pour faire reculer les capitalistes. Pour nous révolutionnaires, cette campagne est l'occasion de faire

réfléchir, de semer dans les consciences le ferment des futures luttes. « Dire qu'on n'est pas petit, pas faible, pas victime. On produit leur richesse, leurs milliards, leurs profits, leurs capitaux, on produit même nos chaînes, on est capables de les briser. »

Comment faire fonctionner les entreprises si on supprime le patronat, se demandait un étudiant en école de commerce. Mais quand on se rend dans une entreprise, on ne croise pas les actionnaires

à tous les étages, il y a des salariés qui font tout, de façon collective. « Imagine une épidémie de Covid qui ne frappe que les actionnaires, qui les fasse disparaître en une nuit, que se passerait-il? Le lendemain tout fonctionne! », s'est amusée Nathalie. Les travailleurs au pouvoir décideraient de ce qu'on produit et on pourrait faire autre chose de nos compétences et de nos ressources que de produire des yachts de luxe parce qu'en plus, après, il faut détruire des ponts! La production est collective, il faut que la direction soit collective et démocratique.

Et puis, que dire aux jeunes qui ont peur du communisme qu'ils assimilent à la dictature stalinienne?

« Ce qui fait peur aujourd'hui, c'est la guerre en Ukraine, c'est la société actuelle où des hommes crèvent de misère, où ce qu'on entend, c'est qu'il faut avoir la haine de l'étranger, qu'il faut être patriote, nationaliste, contre les femmes, c'est ce recul qui fait peur! » Il y a urgence à ce qu'on change cette société et on imagine tout ce qu'on pourrait faire avec les moyens techniques actuels. Et Nathalie de conclure par cet appel à la jeunesse pour retrouver cette conscience qui a reculé: « Cette société-là, c'est la nôtre, c'est à vous les jeunes de vous engager pour qu'elle change. Nous on est là, on tiendra debout mais il faut nous aider. »

Contre le chômage : répartir le travail entre tous, avec maintien du salaire

Les commentaires triomphalistes de l'équipe du bientôt-candidat Macron n'ont pas manqué après l'annonce de la baisse de 0,6 point du taux de chômage au dernier trimestre 2021, qui s'établit selon l'Insee à 7,4% de la population active.

Un accent particulier a été mis sur le chômage des 15-24 ans, qui reste très élevé (15,9%), mais reculerait de 3,6 points. Pourtant, ces jeunes ont-ils réellement trouvé un emploi? Rien n'est moins sûr. En effet, si le nombre des jeunes chômeurs a baissé de 209 000 par rapport à fin 2018, c'est surtout en raison de la hausse encore plus importante du nombre d'apprentis (+ 344 000), payés la plupart du temps en dessous du salaire minimum, et dont un tiers se retrouvent au chômage six mois après la fin de leur apprentissage.

L'autosatisfaction du

gouvernement a quelque chose d'indécent, alors que des millions de travailleurs sont toujours au chômage ou en situation de sous-emploi. D'après Pôle emploi, les chômeurs de catégorie A (sans aucun emploi) étaient près de 3 102 000 au quatrième trimestre 2021 en France métropolitaine. Au total, ils étaient 5 368 000 à être comptabilisés par Pôle emploi, toutes catégories confondues. À ces millions de chômeurs, il faudrait encore ajouter 347 800 personnes dispensées de chercher un emploi, un nombre qui a presque triplé en vingt ans.

Le chômage reste une réalité pour une grande partie du monde du travail, privant des millions de femmes et d'hommes de la possibilité de gagner leur vie, permettant aux patrons d'exercer un chantage permanent, de refuser les augmentations de salaires et de

détériorer les conditions de travail.

Pour éradiquer le chômage, il faudra embaucher massivement et répartir le travail entre tous, sans baisser les salaires. Cela, les travailleurs devront l'imposer par leurs luttes.

Sacha Kami



Réunions publiques avec Nathalie Arthaud

Nice

Vendredi 25 février à 19 heures
Hôtel Splendid
50, boulevard Victor-Hugo

Maisons-Alfort

Samedi 26 février à 18 heures
Au Moulin Brûlé
47, avenue Foch

Orléans

Mercredi 2 mars à 20 heures
Centre de conférences d'Orléans

Reims

Vendredi 4 mars à 20 heures
Centre des congrès

Strasbourg

Samedi 5 mars à 15 h 30
Palais de la musique et des congrès
Place de Bordeaux

Fête de Metz

Dimanche 6 mars à partir de 11 h 30
CALP des Plantières
2A, rue Mgr-Pelt
À 15 heures : débat avec Nathalie Arthaud

Grenoble

Mardi 9 mars à 18 h 30
Alpexpo
Avenue d'Innsbruck

avec Jean-Pierre Mercier

Montluçon

Samedi 26 février à 16 heures
Maison des associations
Fontbouillant
4, rue Serge-Gras

Évreux

Mercredi 2 mars à 18 heures
Maison de quartier de la Madeleine
Place J.-F.-Kennedy

Poissy

Dimanche 6 mars à 15 heures
Salle Robespierre

Fête de Lutte ouvrière

Beauvais

Dimanche 27 février à partir de 13 h 30
Espace Argentine
Rue du Morvan

Médico-social : salaires encore à la traîne

Le Premier ministre, Castex, a annoncé que les travailleurs du secteur médico-éducatif, « oubliés du Ségur », toucheraient dans quelques mois la prime de 183 euros par mois qu'il avait concédée à une partie des soignants en 2020.

Le gouvernement lui-même reconnaît par le versement de cette prime qu'il y a un gros problème de salaire dans le vaste secteur de la santé et du social, où travaillent surtout des femmes. Il est confronté à un problème de recrutement. Pourquoi se diriger vers ce type de travail exigeant, avec des horaires de soir, de nuit et de week-end, et qui pourtant paye si peu ?

Cette prime est la réponse, bien incomplète, du gouvernement. Il ne l'a accordée qu'à reculons et en saucissonnant les travailleurs de ce secteur. Les soignants hospitaliers ont touché ce complément en premier, mais leurs collègues de la logistique, de la technique, du ménage ou des services administratifs ont dû attendre. Il a fallu des protestations

et des mobilisations pour que la mesure soit étendue au cours de l'année 2021. Le 1^{er} février avait encore lieu une journée de protestation du secteur médico-social. À présent, cette prime est promise à 140 000 salariés qui s'occupent de personnes en situation de handicap, de jeunes en difficulté, de public en besoin d'hébergement, ainsi qu'à 40 000 fonctionnaires qui avaient été « oubliés », c'est-à-dire mis délibérément à l'écart, lors des précédentes tranches de versement de ce complément.

Il y a deux ans, ces 183 euros étaient déjà bien en retrait des 300 euros net mensuels pour tous revendiqués tout au long de l'année 2019 par un large mouvement, parti des services d'urgence, qui avait fini par mettre beaucoup

Maladie de Parkinson : fermeture scandaleuse

Le 2 février, à Ydes dans le Cantal, l'unique établissement public spécialisé en France dans l'accueil des personnes atteintes de la maladie de Parkinson a fermé ses portes.

Dans ce centre, douze malades venus de tout le pays bénéficiaient d'une prise en charge adaptée à cette maladie neurodégénérative. L'agence régionale de santé d'Auvergne-Rhône-Alpes annonce que cette fermeture serait provisoire mais elle la justifie dans le même temps par l'impossibilité de remplacer deux infirmiers.

La maladie de Parkinson atteint 200 000 personnes et, tous les ans 25 000 nouveaux cas sont diagnostiqués. La prise en charge de ces patients est complexe et, quand le maintien à domicile n'est plus possible, il faut des structures adaptées, du personnel formé et une prise en charge de tous les instants. C'est ce qui était possible à Ydes. La plupart

du temps, ces malades sont placés en Ehpad avec tous les autres pensionnaires et la prise en charge adaptée de la maladie de Parkinson est impossible. La création de structures comme celle d'Ydes était donc censée répondre à ce besoin, et l'ouverture d'autres structures était envisagée. Mais, une fois de plus, les critères de rentabilité et le manque de personnel ont renvoyé de tels projets aux calendes grecques.

Le ministère de la Santé n'a rien fait pour garantir le maintien de l'unité d'Ydes et a validé les décisions de l'ARS. Le « quoi qu'il en coûte » vaut pour les profits du grand patronat et des actionnaires, pas pour la santé.

Cédric Duval



Manifestation des travailleurs de la santé et du social, 11 janvier 2022.

d'hospitaliers dans la rue. À présent, avec l'inflation qui ronge les salaires, cette somme est encore plus insuffisante.

D'autant plus que certains détails, dont Castex ne se vante pas lors de ses conférences de presse, amenuisent encore la portée de ce geste. Ainsi, les moins bien lotis des hospitaliers, avec

des salaires de 1 300 euros par mois par exemple, ont droit à la prime d'activité, qui se trouve réduite par ce coup de pouce de 183 euros.

Est-ce qu'à présent plus aucun travailleur de la santé, du handicap, de la précarité et de l'aide aux personnes n'est laissé de côté ? Est-ce que tous vont avoir un complément, même

modeste ? Ce n'est pas certain. Ce qui est sûr c'est que le gouvernement n'a prévu aucune rétroactivité, aucun rattrapage en faveur de ceux qui toucheront en dernier, avec 24 mois de retard les 183 euros : ils auront perdu plus de 4 000 euros. Les « oubliés du Ségur » ne l'oublieront pas de sitôt.

Lucien Déroit

Hôpitaux : demi-prime

Fin décembre, Castex a annoncé une prime de 100 euros pour les infirmières des services de réanimation et de soins critiques.

Dans les services concernés, le mécontentement s'était exprimé car les aides-soignantes, avec qui les infirmières travaillent au coude-à-coude, ne la touchent pas.

Puis, lorsque la paie de janvier est tombée, dans certains hôpitaux au moins, les infirmières se sont aperçues que les 100 euros promis avaient fondu de moitié. En effet des

directions ont pris prétexte de cette nouvelle prime pour en supprimer une autre, la NBI.

Même lorsqu'elles veulent avoir l'air généreuses envers les travailleurs, les autorités ne peuvent s'empêcher de lésiner.

L. D.

Demeter : gendarmerie privatisée

Les ministres de l'Intérieur et de l'Agriculture ont fait appel de la décision du tribunal administratif de Paris leur enjoignant de dissoudre Demeter, cette cellule de gendarmerie dédiée à la protection des agriculteurs.

S'il s'agissait, comme le prétendent aujourd'hui les ministres, de protéger les agriculteurs des vols de gasoil, d'engins, de bêtes ou des atteintes à la propriété, nul besoin de cellule spéciale. En 2019, la création de Demeter, sous les auspices du ministre Castaner, répondait en fait à un objectif politique. Le gouvernement voulait gagner le soutien de la FNSEA, le syndicat agricole majoritaire dominé par les capitalistes du secteur. Il a donc épousé ses querelles et mit la gendarmerie à sa disposition.

Demeter devait, et c'était

indiqué en toutes lettres dans l'ordre ministériel, prévenir et réprimer les « actions de nature idéologique, y compris symboliques » s'en prenant à l'agriculture. Pour ce faire, les gendarmes devaient collaborer étroitement avec la FNSEA, et elle seule, pour repérer, suivre et éventuellement interpellier les contrevenants que les gros agriculteurs lui désigneraient.

Des militants proposant des débats sur les pesticides ont ainsi été interrogés et leur domicile perquisitionné, le matériel de journalistes a été saisi et

eux-mêmes ont été menacés, des gendarmes sont intervenus dans des lycées agricoles pour expliquer aux élèves les vertus de l'agriculture selon la FNSEA, la liberté d'expression a été bafouée à chaque demande des barons du blé, de la betterave ou du poulet. Face aux contestataires, quoi qu'on pense de leurs actions, les gendarmes ont agi comme le bras armé de la coterie des capitalistes de l'agriculture et de leurs préjugés les plus étroits.

Le tribunal administratif a donc rappelé au gouvernement que, si l'État et ses gendarmes sont bien au service de la propriété, le rôle des responsables politiques est de faire en sorte que cela ne se voie pas, ou du moins pas trop.

Paul Galois

Apprentissage post-bac : pas de quoi se vanter

Le gouvernement met en avant le développement de l'apprentissage, censé lutter contre le chômage. Le ministère de l'Enseignement supérieur se vante de son développement au-delà du bac.

En 2020, 203 800 apprentis suivaient une formation de l'enseignement supérieur (soit 42,3 % d'entre eux). Près de la moitié (47%) des apprentis du supérieur préparaient un diplôme

bac+2, 19% un diplôme de licence ou master, 34% un diplôme de niveau supérieur à bac+5.

Les jeunes qui choisissent l'apprentissage font bien souvent un choix de

raison, pour toucher un petit salaire et éviter de courir après les petits jobs. Mais cela a un prix : cinq semaines de congés au lieu des vacances universitaires, et des semaines doubles, puisqu'ils alternent semaines de 35 heures à l'entreprise et semaines où ils doivent faire le même travail que les autres à l'école ou l'université, concentré sur moins de temps. Et ce, alors que ces formations pourraient se poursuivre normalement, quitte à suivre des stages pratiques au besoin.

Pour les patrons, l'apprentissage est avantageux, car si l'apprenti doit être guidé et encadré, l'entreprise peut récupérer du travail quasi gratuit. Certaines ne s'en privent pas ou utilisent l'apprentissage comme une pré-embauche, mais sans engagement de leur part, filtrant les candidats. Côté universités, cela renforce évidemment la mainmise du patronat

sur les formations, par les programmes ou les fonds qu'elles procurent aux universités ou écoles privées, directement ou par la taxe d'apprentissage.

Si beaucoup d'écoles privées se sont montées pour profiter du système, les universités publiques y ont vu elles aussi l'occasion de se procurer les moyens que l'État ne leur donnait pas. Cela a accentué les différences entre départements car faire basculer un diplôme en apprentissage est évidemment plus facile en compatibilité ou gestion qu'en histoire médiévale

ou littérature comparée, et les recettes de l'un ne sont pas forcément transférées à l'autre.

Ce développement de l'apprentissage est un cache-misère : les étudiants connaissent les joies de l'exploitation plus tôt, sans avoir davantage de moyens pour vivre, et les universités sont poussées à se débrouiller pour pallier les insuffisances de l'État. Mais, puisque des écoles privées prolifèrent et que des entreprises profitent d'une main-d'œuvre bon marché, le gouvernement est content !

Alain Lecaire



Luxe : un parasitisme qui défie l'imagination

Les montants des grandes fortunes ont décollé pendant la crise sanitaire et les dépenses de luxe se sont envolées, à un rythme qui a surpris jusqu'aux patrons du secteur.

D'après le PDG de Rolls-Royce, la pandémie aurait enseigné à ses clients la fragilité de l'existence humaine et l'importance d'en profiter tant qu'il en est encore temps. Riches de cette nouvelle sagesse et d'une non moins grande abondance de liquidités, lesdits clients ont assailli les succursales de Rolls-Royce, Bentley, Lamborghini et Ferrari l'an dernier. Les chaînes de production ne parviennent plus à honorer les commandes, pour des véhicules dont les prix démarrent à 200 000 euros.

Quand l'automobile de luxe accélère, le marché des jets privés décolle. Le vice-président d'un des leaders mondiaux du secteur explique que, préoccupés du respect des distanciations sociales, et par le souci d'échapper aux restrictions sur les lignes régulières, les ultra-riches n'ont jamais

loué ou acheté autant de jets privés que l'an dernier, malgré des tarifs de 15 000 euros de l'heure et des entrées de gamme à plus de 20 millions de dollars.

D'après le patron d'un chantier naval espagnol, d'autres grands bourgeois ont toutefois vraiment mal vécu les mesures de restriction, notamment ceux qui se sont retrouvés enfermés dans leurs villas pendant que certains de leurs congénères se pavanaient au large sur leur yacht. Résultat : la construction de plus de 200 de ces Rolls des mers valant plusieurs centaines de millions d'euros, a été lancée

l'an dernier, faisant de 2021 la meilleure année depuis douze ans pour le secteur.

Ceux qui craignent le mal de mer pourront toujours se rabattre sur le tourisme spatial, puisque le premier d'entre eux a déboursé en juillet 3,3 millions de dollars pour 4 minutes en apesanteur et que le premier module hôtelier spatial, prévu pour être raccordé dans deux ans à la station spatiale internationale, est désormais en cours de construction.

Question parasitisme et délire mégalomane, la monarchie française et la noblesse de Versailles ont trouvé de bien dignes successeurs. Souhaitons-leur le même avenir que leurs prédécesseurs.

Sacha Kami



Le dernier yacht de Jeff Bezos, trop grand pour passer les ponts.

Crédit suisse : les coffres-forts des puissants

Le consortium d'investigation OCCRP, regroupant 152 journalistes de trente-neuf pays, dont ceux du Monde, a étudié une liste de clients du Crédit suisse, transmise par un lanceur d'alerte anonyme.

Cette kyrielle de noms à un petit air d'inventaire à la Prévert, à la différence près qu'elle ne prête pas à sourire ; on y trouve une série d'individus riches à millions, ou plutôt à dizaines de millions, et criminels, chacun dans leur style.

Cela va du baron serbe de la drogue, dont les enquêteurs n'ont pu découvrir les comptes qu'une fois vidés, aux puissants serviteurs des dictateurs ou aux dictateurs eux-mêmes. On rencontre les noms d'un chef des services de renseignements du Yémen, de celui du renseignement pakistanais, qui fut un intermédiaire financier entre la CIA et les moudjahidines afghans. Un autre chef espion, égyptien cette fois, y a abrité les économies réalisées grâce à sa collaboration avec le gouvernement américain pour envoyer des suspects de terrorisme vers des pays connus pour leur pratique de la torture.

Crédit suisse a aussi hébergé les fortunes des proches des dictateurs du monde arabe, l'égyptien

Moubarak, le syrien Hafez al-Assad, un ancien Premier ministre jordanien. Y figurent aussi le nom du président algérien Bouteflika et celui d'un ancien ministre de la Défense algérien. Il s'y trouverait aussi le compte d'un intermédiaire taïwanais, lié au scandale politico-financier des frégates vendues à Taïwan par les sociétés d'armement contrôlées par l'État français.

Le Crédit suisse se refuse à tout commentaire, sauf à expliquer que ses procédures sont maintenant bien plus exigeantes. Mais, comme le dit un ancien dirigeant de la banque, « les bureaucrates ne posent pas de questions, c'est la taille de votre chéquier qui importe ».

Rien de très nouveau. Des sommes incalculables ont transité par ses comptes. Certaines y sont encore, parfois gelées. Mais toutes ces richesses ont été volées aux peuples, le plus souvent opprimés par ces dirigeants. Recenser les biens extorqués est une nécessité, les exproprier en est une autre.

Sylvie Maréchal

Mali : le triste bilan de l'armée française

Emmanuel Macron a officialisé jeudi 17 février le retrait des troupes françaises du Mali. Il a annoncé dans la foulée qu'après l'abandon des dernières bases dans ce pays, 2500 à 3000 soldats français resteront déployés dans le Sahel.

Dans un premier temps, les soldats évacués du Mali rejoindront le Niger, où la plus grande partie devraient être positionnés à la frontière entre ce pays et le Mali. Puis le dispositif évoluera, a précisé Macron, afin de pouvoir intervenir dans les pays côtiers : Sénégal, Côte d'Ivoire, Bénin, Togo. Ce sont d'anciennes colonies françaises, des pays que les groupes djihadistes visent aujourd'hui après avoir pris le contrôle d'une partie du Burkina Faso et du Mali, et ceux aussi où les intérêts des entreprises françaises sont les plus importants.

Macron a rendu hommage à son prédécesseur, François Hollande, qui en 2013 avait pris la décision d'envoyer l'armée française au Mali. Il a osé affirmer que depuis cette date l'intervention militaire avait obtenu des

résultats considérables. Mais quels sont ces fameux résultats ? Si l'armée française a dans un premier temps chassé les djihadistes des villes de Gao et Tombouctou où ils faisaient régner la terreur, cela a rapidement abouti à leur dispersion dans toutes les régions du Mali, où ils font régner la même terreur sur les habitants. Pire, si l'on peut dire, ces groupes armés ont essaimé dans les pays voisins, comme le Burkina Faso, où un million et demi d'habitants ont aujourd'hui été chassés de chez eux.

Si l'armée française a été incapable d'éradiquer le djihadisme, elle a par contre parfaitement réussi à maintenir des régimes corrompus à la tête des pays où elle intervenait. Au Mali, ce fut celui d'Ibrahim Boubacar Keita, ironiquement surnommé « Ma famille d'abord » pour



Manifestation pour célébrer le départ des troupes françaises, à Bamako le 20 février.

son aptitude à piller les ressources du pays en faveur de son clan. Au Burkina, ce fut celui de Roch Marc Christian Kaboré. Ces régimes non seulement n'ont pas assuré la protection de la population, mais ont attisé les haines inter-communautaires en suscitant des milices surtout occupées à régler leurs comptes.

Finalement, ces régimes furent remplacés par des juntes militaires, au Mali comme au Burkina, s'appuyant sur l'hostilité de la population envers leurs

dirigeants corrompus, mais aussi envers l'armée française. Ces militaires au pouvoir sont les chefs de la soldatesque qui terrorise les villages tout autant que les djihadistes, mais ils y ont gagné une popularité inédite.

Malgré ce triste bilan, l'armée française va donc rester au Sahel, comme elle est présente dans d'autres pays africains. Elle n'a jamais cessé de l'être depuis la décolonisation. Ses opérations militaires n'ont jamais visé à

protéger les populations : ni au Rwanda en 1994, où elle a protégé les génocidaires, ni dans la guerre civile ivoirienne en 2002, où elle a fait pencher la balance en faveur d'Alassane Ouattara, ni en Libye, en Centrafrique ou au Mali, où son arrivée a juste été le prélude d'un immense chaos. Partout elle a juste tenté, avec plus ou moins de succès, de défendre les intérêts de l'impérialisme français et ceux des autres grandes puissances.

Daniel Mescla

Burkina Faso : l'or qui tue

Une soixantaine de personnes sont mortes dans l'explosion d'un entrepôt de dynamite sur le site minier de Gomgombiro, un village du Burkina Faso.



Recherche d'or au Burkina.

Un incendie s'est déclaré dans le marché du site et s'est propagé à un entrepôt où étaient stockés des bâtons de dynamite destinés à la mine. Cette mine est en fait un énorme trou dans lequel descendent des centaines d'hommes, venus de tout le Burkina et de pays voisins. Ils utilisent la dynamite pour faire exploser les roches des couches qu'on ne peut exploiter avec des outils artisanaux.

Ceux qui ont été tués dans l'explosion se trouvaient

surtout en surface, et parmi eux beaucoup de femmes et d'enfants travaillaient à sortir les minéraux et à les nettoyer à l'eau additionnée de mercure. Les accidents qui sont légion dans ces mines sont le plus souvent dus à des éboulements dans des galeries non boisées, et personne ne se soucie même de les dénombrer.

L'or est le premier produit d'exportation du Burkina, avec le coton. On en trouve partout. Là où l'or est assez dense, il est extrait avec des

machines modernes dans des mines industrielles. Mais partout ailleurs ce sont des orpailleurs artisanaux qui le tirent du sol, dans des exploitations allant du simple trou de village à des mines artisanales, comme celle où a eu lieu l'explosion. Un million et demi de personnes dans ce pays s'échinent dans ces fosses, au péril de leur vie. Ils tentent leur chance en connaissant les risques, parce qu'il est de plus en plus difficile de vivre de l'agriculture ou de l'élevage. Ces orpailleurs doivent payer leur dîme au propriétaire du trou, et céder leur or à des comptoirs d'achat, de vente et d'exportation de l'or agréés par le gouvernement. Parfois d'autres prédateurs s'interposent et leur volent une partie de leur travail, ici des bandes djihadistes, ailleurs des fonctionnaires ou de simples bandits.

Mais, quels que soient les circuits empruntés par le métal précieux, celui-ci finit toujours par arriver dans les coffres de capitalistes qui, eux, ne risquent pas leur vie dans les mines.

D.M.

Naufrage à Terre-Neuve : fortune de mer et fortune des armateurs

Dans la nuit du 14 au 15 février, le chalutier- frigorifique *Villa de Pitanxo* a fait naufrage dans l'Atlantique nord, à 250 milles à l'est de Terre-Neuve. Sur vingt-quatre membres d'équipage il n'y a que trois survivants.

Les vagues se creusant jusqu'à dix mètres et la température descendant à moins trois degrés, les secours, navires présents dans cette zone et avions venus du Canada, ont abandonné les recherches, considérant qu'il n'y avait aucune chance de retrouver vivants les marins disparus. L'armateur, la société espagnole Nores, qui possède huit chalutiers de ce type, a expliqué que le moteur s'est arrêté alors que le *Villa de Pitanxo* changeait de cap dans la tempête, le privant de propulsion et de gouvernail et causant ainsi le naufrage. Les trois rescapés, dont le capitaine, auront peut-être une autre version de l'accident et du naufrage de ce navire moderne, de 50 mètres de long, familier des lieux et du temps.

À Marin, en Espagne, port

d'attache du chalutier, les familles et les collègues des disparus, espagnols, péruviens et ghanéens, décrivent leurs conditions de vie : six mois partis, six mois sans trêve ni repos d'un travail harassant et dangereux pour 1500 euros net par mois. Et, comme le naufrage le démontre, on ne s'arrête pas, quelle que soient les conditions de mer.

Les gouvernements espagnol et canadien, les autorités européennes et bien évidemment la société Nores ont adressé leurs condoléances aux familles et affirmé comprendre l'émotion des gens de mer. C'est bien le moins, car c'est dans leur monde, sous leurs lois, que des marins sont contraints de risquer leur vie pour engraisser l'armateur.

Paul Galois

Algérie : trois ans après le déclenchement du Hirak



L'an dernier, à Alger, les manifestants rappelaient les revendications du Hirak.

Le 22 février 2019, la candidature du président Abdelaziz Bouteflika à un cinquième mandat déclençait le Hirak, le plus grand mouvement de contestation populaire depuis l'indépendance. Trois ans après, l'espoir d'un changement a débouché sur une profonde désillusion.

Le système politique corrompu que les classes populaires aspiraient à dégager est toujours là. Quelques anciens gros bonnets du clan Bouteflika sont en prison, mais d'autres ont pris la place. Pour mettre un terme à la crise politique ouverte par le Hirak, le président Tebboune, et derrière lui l'armée, accentuent la répression pour étouffer toute contestation. Les droits démocratiques, la liberté d'expression, de réunion, d'association sont piétinés.

La répression contre les opposants

Au 9 février, plus de 340 personnes étaient emprisonnées pour leurs opinions, des hirakistes, des journalistes, des blogueurs, des militants ou de simples travailleurs. Depuis, une quarantaine d'autres ont été arrêtées. Elles sont accusées « d'incitation à attroupement non armé », de « diffusion d'informations mensongères sur les réseaux sociaux » ou encore d'« atteinte à l'unité nationale ». Deux organisations, le MAK (Mouvement autonomiste kabyle) et le parti islamiste Rachad, ont été qualifiés de terroristes. La répression frappe aussi les organisations de gauche, comme le MDS, dont le dirigeant, Fethi Gares, a été condamné à deux ans de prison pour s'être exprimé contre la répression, ou le PST (Parti socialiste des travailleurs) dont les activités viennent d'être suspendues.

La répression s'abat aussi sur les travailleurs. Une loi récente criminalise les protestations de rue, les blocages

de route, les occupations de mairies, qui sont des moyens d'action couramment utilisés par les chômeurs, les demandeurs de logement, d'accès au gaz... Désormais, ils encourent jusqu'à vingt ans de prison. Et, pour avoir des syndicats encore plus dociles, le gouvernement entend promulguer une loi qui interdit la présence de militants politiques dans les syndicats.

Le gouvernement cherche ainsi à réinstaller le climat de peur qui prévalait avant le déclenchement du Hirak. Cependant, tout en affichant son autoritarisme, le régime craint que le mécontentement social ravive la contestation. Aussi, tout en resserrant l'étau sur le plan des libertés, Tebboune prétend agir contre la misère qui s'étend. La promesse d'augmenter en juin les salaires des employés de l'État a été avancée à mars. Avec la suppression d'un impôt, l'IRG, deux à cinq mille dinars (dix à trente euros) sont allés dans la poche des travailleurs. Somme attendue, mais qui s'est révélée dérisoire au regard de l'inflation. En effet, avec la chute du dinar et la hausse des prix, le pouvoir d'achat s'est effondré, le prix de certains produits de base a été multiplié par deux ou trois. À cela s'ajoutent des pénuries. Celles sur la pomme de terre, l'huile ou le lait en poudre compliquent la vie des familles. Le gouvernement accuse les spéculateurs, mais son choix de favoriser l'exportation de ces produits alimentaires joue un rôle dans ces pénuries qui exaspèrent la population.

À l'automne dernier, pour répondre aux exigences du FMI et de la bourgeoisie algérienne, Tebboune avait acté, dans la loi de finances 2022, la fin des subventions sur les produits de base mises en place après l'indépendance du pays. Pour l'instant, il semble temporiser. Ainsi, pour faire baisser les prix de la semoule et des pâtes, il a supprimé des taxes sur les céréales.

Et puis, Tebboune vient d'annoncer fièrement que l'Algérie est le premier État africain à mettre en place une allocation pour les chômeurs. Elle sera de 13 000 dinars (65 euros). Cela a provoqué une ruée devant les agences de l'emploi. Des centaines de milliers de travailleurs non déclarés, qui ont perdu leur emploi, se demandent s'ils pourront toucher cette allocation.

Le mécontentement social toujours présent

Cette annonce intervient alors que 40% des jeunes sont au chômage. Officiellement, un million de travailleurs ont perdu leur emploi depuis le début de la pandémie. Faute de clients, de nombreux commerces et restaurants ont dû baisser le rideau. Le secteur de la construction n'a pas redémarré. Quant aux usines liées au secteur de l'assemblage automobile, elles ont toutes fermé. En vue de leur privatisation, de nombreuses entreprises publiques de production sont à l'abandon, des milliers de travailleurs qui ne perçoivent plus leur paie depuis des mois se battent, le dos au mur.

Toutes les mesures du gouvernement n'empêcheront pas les classes populaires de s'enfoncer dans la misère, et la colère que Tebboune veut museler et contenir finira par exploser.

Leïla Wahda

Union européenne-Union africaine : sommet d'hypocrisie

Lors du sommet Union européenne-Union Africaine, les 17 et 18 février, les dirigeants européens ont opposé un refus catégorique aux dirigeants africains, qui réclamaient la levée temporaire des brevets sur les vaccins anti-Covid.

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'objectif de 70% de couverture vaccinale en fin de premier semestre 2022 est la condition d'une sortie de la phase aigüe de la pandémie à l'échelle mondiale. L'Afrique, dont seulement 11% de la population a reçu une vaccination complète, est loin du compte. La levée des brevets permettrait de produire rapidement, massivement et à moindre coût les doses nécessaires à la vaccination de la population africaine, et une centaine de pays pauvres, l'Afrique du Sud et l'Inde en tête, la réclament depuis un an.

Dès le 14 février, Franck Riester, le ministre délégué français au Commerce extérieur, a prévenu : « *Nous ne voulons pas remettre en cause le système de propriété intellectuelle.* » La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, soutenue par les 27 États de l'UE, s'est dite défavorable à la levée des brevets. Elle préfère les « licences volontaires ou obligatoires », dispositif par lequel un laboratoire pharmaceutique vend à un État l'autorisation de produire son vaccin, sans lui

en révéler la formule.

À l'issue du sommet, les dirigeants européens ont affiché une prétendue générosité, promettant de donner à l'Afrique « 450 millions de doses d'ici l'été ». Cela reste à voir, car en un an seules 150 millions de doses ont été livrées, bien souvent à la limite de la date de péremption, voire déjà périmées. L'UE a aussi déclaré que l'OMS autorisera six pays africains – Afrique du Sud, Égypte, Kenya, Nigeria, Sénégal et Tunisie – à fabriquer leur propre vaccin. Là non plus, il n'y a pas de quoi triompher : l'Afrique du Sud, dont une entreprise a récemment annoncé la fabrication du premier vaccin à ARN-messager sur le sol africain, ne fera ses premiers essais cliniques qu'en novembre 2022 et prévoit son homologation pour... 2024!

En juin 2021, Macron avait fait de belles déclarations sur le vaccin « bien commun de l'humanité ». Dans les faits il protège les profits des actionnaires des laboratoires pharmaceutiques, quoi qu'il en coûte à l'humanité.

Julie Lemée



Grève pour les salaires : préparer la riposte d'ensemble

Un peu partout dans le pays, des travailleurs se mettent en lutte pour des augmentations de salaires. Les raisons d'engager le combat sont évidentes : les prix flambent, les profits patronaux battent des records et les salaires sont trop faibles.

Bien des travailleurs prennent comme une gifle les augmentations proposées par leurs patrons, souvent en dessous des 3% de l'inflation officielle.

L'ampleur de ces luttes et le niveau des revendications sont très variables. Ils s'agit parfois de véritables grèves, parfois de simples débrayages. Elles éclatent souvent à l'occasion des négociations annuelles obligatoires entre patrons et syndicats. Elles ont touché des entreprises où les grèves sont rares, Lustucru, Bonduelle, Pasquier et bien d'autres entreprises de l'agroalimentaire. Après dix, quinze jours de grève,

parfois plus, comme chez Tipiak en Loire-Atlantique, des travailleurs ont pu obtenir des augmentations qui vont de quelques dizaines à une petite centaine d'euros, sans parler des primes que les patrons proposent souvent à la place de véritables augmentations.

Certains travailleurs ont décidé d'engager le combat pour des sommes plus importantes, comme les ouvriers postés de BioMérieux dans le Rhône, en grève depuis dix jours pour 300 euros mensuels. Chez Dassault ou chez Safran, des groupes riches, des débrayages ont lieu depuis plusieurs semaines



Le 17 février, devant l'usine Safran de Villaroche, au rassemblement avec Corbeil.

pour 200 euros. À la RATP, à l'appel de plusieurs syndicats, la grève du 18 février pour les salaires et pour dénoncer la dégradation des conditions de travail a été un succès.

Ceux qui se mettent en lutte, d'une façon ou d'une autre, ont raison, car seul le rapport de force peut faire reculer les patrons. Ces grèves montrent que la colère est là. Elles soulignent aussi les limites de la politique des directions des centrales syndicales, qui

laissent les luttes se mener entreprise par entreprise, selon le calendrier fixé par les négociations annuelles, sans chercher à les faire déborder du cadre.

Depuis le mois de septembre, dans la santé, l'éducation, la métallurgie, chez les retraités, des journées de mobilisation ont eu lieu à des dates différentes. Elles ont à chaque fois regroupé des milliers de travailleurs. Mais les directions confédérales n'ont organisé que deux journées de grève

interprofessionnelles, séparées de plusieurs mois, sans suite annoncée d'avance. Une nouvelle est programmée le 17 mars.

Pour imposer les augmentations de 300, 400 ou 500 euros qui sont nécessaires pour faire face à l'inflation, il faudra une riposte d'ensemble des travailleurs. C'est un tel mouvement que doivent préparer tous ceux qui ont à cœur de défendre les intérêts du monde du travail.

Xavier Lachau

Stellantis-PSA – Poissy : des salaires pour vivre tous les mois !

Depuis une dizaine de jours, à l'appel des militants de la CGT PSA Poissy, une dizaine de rassemblements regroupant près de 300 ouvriers dans les trois équipes ont eu lieu. Mardi 22 février, jour des négociations annuelles obligatoires sur les salaires, une cinquantaine d'ouvrières et d'ouvriers ont débrayé une heure pour réclamer de vraies augmentations de salaire.

Tous les jours, on nous annonce des augmentations de prix. Faire un plein d'essence ou remplir un chariot devient de plus en plus difficile. Pas question d'accepter que les salaires restent au plus bas !

Tous se souviennent que seize ouvriers du nettoyage en Peinture de la société ISS ont obtenu, après trois jours de grève, 250 euros net minimum d'augmentation mensuelle.

Alors, les travailleurs qui posent le problème des salaires ont bien raison. D'autant plus que l'annonce des bénéfices du groupe Stellantis (ex-PSA-Fiat-Chrysler) est une preuve supplémentaire qu'il y a dans les caisses de PSA largement

de quoi augmenter les salaires. Avec 13,4 milliards d'euros, le groupe multiplie ses bénéfices par presque trois par rapport à l'exercice précédent. C'est le fruit du travail de tous les salariés du groupe.

Tavarès, le PDG, a annoncé une augmentation des salaires de 2,8%, bien en dessous de l'inflation, et une prime d'intéressement de 4000 euros brut, soit 3600 euros net. C'est se moquer du monde.

Alors oui, l'argent qui manque sur les salaires est bien dans les bénéfices patronaux et les 3,3 milliards de dividendes qui seront versés aux actionnaires.

Correspondant LO

ID Logistics – Dourges : la colère s'est exprimée



L'entreprise de transport et de logistique ID Logistics compte plus de 5000 salariés dans le pays.

Mercredi 16 février, des piquets de grève se sont organisés sur Dourges, dans le Pas-de-Calais, dès 5 heures du matin. La grève s'est répandue dans de nombreux entrepôts du Nord, dans les régions parisienne et lyonnaise, et dans le Sud. Il était marquant qu'y participaient des travailleurs qui n'avaient jamais fait grève, comme ceux des bureaux.

Depuis des années, le groupe grossit, rachète des entreprises en France et dans le monde, jusqu'aux États-Unis. Les actionnaires ne s'y trompent pas : les dividendes sont copieux. Le principal actionnaire, Éric

Hémar, a vu sa fortune passer de 79 millions d'euros en 2012 à... 650 millions en 2020.

Avant les négociations annuelles obligatoires (NAO) du groupe, il y avait déjà une certaine ambiance : des travailleurs discutaient entre eux qu'il faudrait de vraies augmentations de salaire. Pour 2022, la direction avait dit qu'il n'y aurait pas de prime d'intéressement. Lors de la réunion des NAO, elle a proposé 40 euros brut et une prime de 750 euros. Même si c'était plus que les 15 ou 20 euros habituels, la colère s'est exprimée sur plusieurs sites, relayée par des militants syndicaux.

La direction générale du groupe s'est dite offusquée, ne comprenant pas

pourquoi il y avait tant de grévistes. Une heure après le début de la deuxième réunion des NAO, la direction proposait 50 euros brut et 800 euros de prime, ainsi que certains droits supplémentaires comme une journée décès pour les salariés et l'augmentation de 30 centimes de la prime panier.

Bien sûr, les 50 euros brut par mois et les 800 euros de prime sont bien insuffisants face à l'augmentation des prix. Mais en faisant grève, les salariés ont senti qu'ils étaient une force. La direction en a d'ailleurs bien conscience, et elle cherche à diviser par tous les moyens. Par exemple, des salariés des entrepôts ID Logistics/Amazon ne sont pas concernés par les NAO, alors qu'ils appartiennent au groupe. Aux travailleurs de la partie transport, la direction ne propose que 400 euros de prime.

Cette grève est une étape dans la lutte qu'il faudra mener pour imposer aux actionnaires de vraies augmentations des salaires.

Correspondant LO

Renault : un milliard de profits !

Le 18 février, la direction de Renault a envoyé les résultats financiers de 2021 par e-mail à chaque salarié. Le résultat net est de 967 millions d'euros.

Ce bénéfice de près d'un milliard a conduit le directeur général, Luca de Meo, à déclarer avec lyrisme : « *Il y a quelque chose de magique qui se produit chez Renault.* »

Mais il n'y a rien de magique dans ce résultat. L'exploitation s'est aggravée pour les milliers d'embauchés, d'intérimaires et de prestataires. La fermeture de l'usine de Choisy-le-Roi et celle de plusieurs fonderies ont laissé sur le carreau des milliers de travailleurs. D'autres emplois sont menacés, par exemple avec l'arrêt programmé de la production sur le site de Flins. Il y a eu, dans le même sens, la

filialisation de trois sites de Renault dans le Nord.

Depuis plus d'un an, dans les usines, les semaines de chômage alternent avec des samedis travaillés, des journées supplémentaires et des débordements de l'équipe du matin imposés. Les postes de travail sont souvent insupportables. Pour suivre les aléas de la production, les travailleurs d'un secteur sont parfois convoqués au dernier moment, malgré la prévision d'une journée non travaillée. Les voilà obligés de s'informer par téléphone, et parfois de venir alors que les transports collectifs ont été annulés par mesure

d'économies.

Dans les bureaux d'études, au Technocentre de Guyancourt, à Lardy, et dans les usines, plus de 2000 postes ont été supprimés. Les travailleurs sont poussés vers la sortie, contraints d'accepter une rupture conventionnelle collective. Le télétravail s'est intensifié. Chaque matin, le travailleur qui n'a plus de bureau permanent doit trouver lui-même un espace libre.

Le milliard mis de côté par Renault, ajouté aux deux milliards de prêt garanti par l'État, remboursés en partie avec de l'avance pour économiser les intérêts, ne tombe pas du ciel. La stricte discipline financière dont se vantent les dirigeants du

Gros profits et bas salaires



groupe, le plan de deux milliards d'économies réalisé avec un an d'avance, signifient pour les quelque 30 000 salariés du pays plus de travail avec de moins en moins de travailleurs.

L'emploi de beaucoup d'entre eux reste menacé, notamment par la vente de plusieurs succursales. Quant aux salaires, les réunions de la direction avec les directions syndicales ont cette année encore accouché d'une souris : 20 euros mensuels brut pour les ouvriers,

et zéro augmentation générale pour tous les autres salariés.

Des rassemblements de protestation, des arrêts de travail, ont eu lieu sur plusieurs sites pour exiger de véritables augmentations. Le trésor de guerre de Renault, 21,9 milliards d'euros, existe. Les travailleurs, quel que soit leur statut d'embauche, devront exiger qu'il serve à garantir leurs emplois et à un véritable rattrapage des salaires.

Correspondant LO

Renault-Flins : 200 travailleurs en colère

Les 16 et 17 février, à l'usine Renault de Flins, des débrayages ont bouleversé toute la journée la production. Les salaires et le devenir des emplois étaient les principales préoccupations.

Il s'agissait, devant la hausse brutale des prix, notamment de l'énergie, d'exiger une augmentation de plusieurs centaines d'euros, pour rattraper le décrochage par rapport au coût de la vie. L'avenir des emplois, alors que la fin des deux voitures produites à Flins est programmée d'ici un an ou deux, est forcément aussi un sujet d'inquiétude permanent.

Le 16 février, sur la journée, environ 200 travailleurs ont débrayé dans les ateliers, à l'appel de la CGT et de la CFTD. Le lendemain, d'autres travailleurs,

en particulier aux Presses, se sont arrêtés à leur tour : la direction leur annonçait plusieurs journées chômées, après leur avoir assuré que, dans ce secteur fournissant d'autres usines, l'activité serait de toute façon maintenue. Mensonge après mensonge, la direction leur promet monts et merveilles pour l'avenir, comme 3000 emplois... à l'horizon 2030. Mais le présent est parlant : les ateliers se vident. Les conditions de travail des trois mille travailleurs du site s'aggravent avec les suppressions de postes ; les journées chômées alternent

avec les horaires à rallonge, l'organisation de la vie personnelle de chacun est sans cesse bousculée et les salaires sont depuis longtemps à la traîne.

Les travailleurs intérimaires, eux, sont toujours largement sollicités par la direction qui tient à sortir des Micra et surtout des Zoe qui, considérées officiellement comme propres, permettent à Renault de vendre par ailleurs de gros véhicules polluants, très rentables. Ces travailleurs sont très nombreux sur la chaîne, occupant les postes les plus pénibles. Ils doivent parfois résister collectivement à un surcroît de travail que les responsables du secteur tentent d'imposer, et ils les font souvent reculer,



Débrayage à Flins mercredi 16 février 2022.

quittes à se retrouver en fin de mission.

Quant aux embauchés, ils ne peuvent compter, pour obtenir des salaires à hauteur des hausses de prix, ni sur les miettes d'augmentation générale que Renault laissera tomber, comme le 0,50 euro par jour qui vient de sortir des négociations, ni sur

les promesses individuelles de tel ou tel responsable. Ainsi, intérimaires ou embauchés, quel que soit leur statut chez Renault, les ouvriers fabriquent depuis des années les milliards que le constructeur a dans ses coffres, et ils doivent se préparer à aller les chercher.

Correspondant LO

Toyota – Onnaing : condamnation scandaleuse d'un militant

Le secrétaire du syndicat CGT de Toyota à Onnaing, près de Valenciennes, **Éric Pecqueur**, a été condamné par la cour d'appel de Douai à verser 1 500 euros à son employeur pour « *incitation du personnel à la désobéissance* ».

En décembre 2017, un avertissement avait été infligé à ce militant par la direction de Toyota pour avoir « *manqué de respect et tenu des propos déplacés envers un manager* ». En novembre 2019,

les Prud'hommes de Valenciennes, présidés par un ancien DRH de Toyota, avaient confirmé la sanction.

Fin janvier 2022, la cour d'appel de Douai, au vu des témoignages

de salariés qui contredisent les témoignages de chefs, a reconnu que « *le doute devant profiter au salarié* », il ne pouvait confirmer le jugement des Prud'hommes. Mais, s'emparant d'une argumentation d'une époque où les patrons avaient tout pouvoir, il ajoutait : le « *comportement [d'Éric Pecqueur] s'analyse en une incitation du personnel à la désobéissance* »

et donc qu'« *il n'est pas inéquitable de condamner M. Éric Pecqueur* » à payer 1 500 euros à Toyota !

Si ce jugement était maintenu, il pourrait faire jurisprudence et permettre de condamner tout salarié et tout délégué appelant à débrayer ou faire grève ! Il faudra contester ce jugement en Cour de cassation, mais il n'est pas certain que l'évolution autoritaire du patronat et de

l'État ne finisse par intégrer un tel jugement dans l'arsenal déjà bien rempli du patronat contre les travailleurs.

Bien sûr, ce ne sont pas de tels jugements, ajoutés à bien d'autres lois contre les travailleurs, qui ont empêché dans le passé et empêcheront à l'avenir les travailleurs de se défendre et de faire grève dans les entreprises.

Correspondant LO

BioMérieux : la grève s'étend

Lundi 21 février, les travailleurs de BioMérieux du site de Craponne, dans le Rhône, en étaient à leur neuvième jour de grève pour obtenir 300 euros d'augmentation de salaire.

Depuis que la direction leur a annoncé une augmentation de 2,3 % (de 40 à 50 euros) assortie d'une prime allant de 200 à 500 euros, la colère ne retombe pas. En effet les salaires sont bien inférieurs à ceux qui se pratiquent dans les autres entreprises de la pharmacie. Et, avec l'inflation, ils sont de plus en plus insuffisants. Par ailleurs, la direction venait d'annoncer que les bénéfices avaient presque doublé grâce à la pandémie.

Les salariés ont eu le sentiment qu'elle se moquait

vraiment d'eux avec ses augmentations indécentes. Conscients que cet argent provenait de leur travail, ils se sont sentis insultés, surtout après le commentaire méprisant d'une cadre : « *Si vous avez des problèmes de fin de mois, c'est que vous ne savez pas gérer votre budget.* »

Deux ateliers sur trois sont arrêtés, les livraisons aux laboratoires commencent à se faire en flux tendu, car les stocks se vident chaque jour et les magasiniers se sont mis en grève.



Pour renforcer le mouvement en l'étendant, les grévistes ont décidé de s'adresser aux autres salariés du groupe, dont ceux du site de Marcy-l'Étoile, situé à une dizaine de kilomètres. Ils sont allés rencontrer les équipes très tôt le matin, aux entrées puis dans les ateliers. Ils ont entraîné une quarantaine de salariés qui ont rejoint le piquet de grève de Craponne. Jeudi 17 février, les grévistes se sont installés devant le site de Marcy puis sont entrés en cortège

dans l'usine, avec les drapeaux syndicaux et en scandant les revendications sur les salaires. Là encore, ils ont entraîné dans le mouvement de nouveaux salariés.

Lundi 21 février en milieu d'après-midi, un cortège s'est rendu dans la rue principale de Craponne, distribuant des tracts d'information et surtout allant discuter avec la population. D'autres actions étaient prévues pour les jours suivants.

Les assemblées de grévistes sont quotidiennes

et organisent les actions du lendemain. Chacun peut prendre la parole et les décisions se prennent collectivement. C'est une expérience nouvelle pour tous les participants, qui découvrent que la force des travailleurs, c'est la grève.

Tous sont convaincus que c'est le seul moyen de faire reculer la famille Mérioux, milliardaire et influente, qui prétend être socialement responsable. Son dialogue social est plutôt un dialogue de sourds.

Correspondant LO

Hôpitaux de Lille et Tourcoing : les travailleurs ne se laissent pas faire

Dans beaucoup d'hôpitaux, le Ségur 2, qui prévoit une revalorisation salariale, a laissé pas mal de gens sur le côté : agents administratifs et techniques, agents des services hospitaliers, etc. Les maigres augmentations prévues par l'accord se sont réduites pour eux comme peau de chagrin.

C'est le cas aussi des aides-soignantes qui n'occupent pas des fonctions d'aides-soignantes. Alors que celles affectées aux soins ont vu leur revenu augmenter au moins un peu, pour elles, c'est ceinture.

Plus grave encore, le fait de ne pas être passées en catégorie B comme les autres va entraîner dans les prochains mois une baisse de leurs revenus, avec la disparition d'une prime dite de sujétion, égale à 10% du salaire. Cette prime comptant pour la retraite, celles

qui ne la toucheraient plus six mois avant leur départ verraient leur retraite réduite, même si elles ont cotisé toute leur carrière. Difficile de faire plus tordu et plus injuste !

À l'hôpital de Tourcoing, les aides-soignantes concernées ont décidé de faire grève et elles se sont rendues à une trentaine à la direction pour lui dire tout ce qu'elles avaient sur le cœur. « *J'ai passé toute ma vie à faire le métier d'aide-soignante et, à cause d'un accident du travail, j'ai eu des restrictions médicales. Vous*

n'avez jamais aménagé mon poste de travail, j'ai dû apprendre un autre métier à cause de vous. Je n'ai rien demandé de tout ça et maintenant vous allez encore me le faire payer ? Il n'en est pas question ! » « *Vous voulez quoi ? Qu'on retourne aux soins dans notre état et qu'on aggrave encore plus notre santé ?* » La direction était dans ses petits souliers et a promis une réponse rapide. Toutes se sont promises de remettre ça si la réponse ne satisfaisait pas.

Au CHU de Lille, le même problème s'est posé : après plusieurs rassemblements, les aides-soignantes ont fait reculer leur direction, qui leur a accordé la revalorisation.

À Tourcoing comme à Lille, les grévistes, fières

de leurs mobilisations, sont conscientes que d'autres mauvais coups sont à

prévoir et sont plus vigilantes que jamais !

Correspondant LO



Hospices civils de Lyon : alertez les bébés !

Le personnel de la maternité du centre hospitalier Lyon Sud vient d'entamer une grève reconductible contre la suppression d'une dizaine de postes et la fermeture de cinq lits.

Actuellement 2 000 accouchements sont pratiqués. La direction juge que l'établissement ne tient pas les objectifs exigés, soit 2 500 accouchements par an, alors qu'elle n'a jamais donné les moyens, ni en personnel, ni en nouvelles chambres, ni en consultations, pour la faire.

Les soignants dénoncent cette gestion comptable : « *Réduire l'équipe serait un pas supplémentaire vers la maltraitance, faute de temps, faute de moyens* », disent-ils dans une pétition en ligne. Cette dernière a déjà recueilli près de 9 000 signatures. Preuve de l'indignation que cela

suscite.

Lundi 21 février, premier jour de grève, une cinquantaine de soignants se sont rassemblés devant la maternité. Ils ont été rejoints ensuite par une vingtaine d'usagers qui venaient les soutenir. Le personnel est déterminé à mener le combat pour faire reculer une direction guidée uniquement par le besoin de faire des économies.

Correspondant LO

Cora : contre le blocage des salaires

Suite à la mobilisation des salariés des supermarchés Cora, fin décembre, la direction a finalement cédé lors des négociations salariales une augmentation des salaires d'un minimum de 2,8 % et quelques améliorations des conditions de travail. Les temps de coupure dans une journée ont été réduits et les salariés ont droit désormais à 10 % de réduction sur leurs

achats dans les magasins Cora.

Les salaires étaient tellement bas que la grande majorité des travailleurs étaient au smic. Après leur mouvement de colère, leur salaire horaire se retrouve... 20 centimes au-dessus du smic pour une grande partie d'entre eux. Face à l'inflation, le mécontentement n'est pas près de s'éteindre.

Inès Rabah

Safran: le mouvement pour les 200 euros

Commencé il y a six semaines, le mouvement pour les 200 euros d'augmentation de salaire tient bon dans le groupe Safran, qui produit des moteurs d'avion.

Des débrayages se poursuivent encore à Corbeil, dans l'Essonne. À l'usine de Villaroche, en Seine-et-Marne, 200 à 300 travailleurs débrayent tous les jours sur les deux équipes depuis plus de deux semaines.

C'est dans les ateliers que ces débrayages sont initiés, la CGT de l'usine relayant actuellement ce que les ouvriers décident. Ils utilisent leur heure de débrayage pour se faire voir: cela va du blocage du rond-point d'accès à l'usine, où ils discutent avec les autres salariés, aux défilés à l'intérieur dans divers bâtiments.

Un temps fort a été le rassemblement de jeudi 17 février avec les ouvriers de Corbeil et une délégation

d'un autre site Safran, à Saint-Quentin en Yvelines: 600 travailleurs se sont retrouvés devant l'usine, puis sont entrés défilé à l'intérieur, avant de ressortir partager un barbecue. Après France 3, qui avait couvert le premier rassemblement à Corbeil, *Le Parisien* a fait un article sur celui-là. Il y avait de l'ambiance et entre salariés les discussions allaient bon train, sur Safran comme sur ce qui passe dans d'autres entreprises, comme à Dassault.

Cette journée avait montré la vitalité du mouvement, mais on pouvait se demander si les vacances n'allaient pas provoquer une pause. Or, dès le lendemain, les ouvriers décidaient qu'ils continueraient

et les débrayages du lundi au mardi ont fait le plein, rassemblant pendant une heure chaque jour 200 travailleurs au total, en pleins congés scolaires.

Deux fois par jour, on fait sonner les palans: tout le monde attend le signal et se rassemble en un clin d'œil au centre de l'atelier, pour l'action du jour. Lundi 21 février, la police attendait déjà au rond-point, mais les travailleurs avaient décidé autre chose, laissant la maréchaussée seule dans le vent, au milieu des champs entourant l'usine.

Lors des défilés dans les ateliers, les travailleurs discutent et cherchent quoi faire ensuite, comme aller faire une tournée dans les bureaux, où il y a des milliers de salariés. Comme le disent ceux qui débrayent: «On ne lâche rien.»

Correspondant LO

Dassault Aviation: la mobilisation continue

Les travailleurs de Dassault ne lâchent pas l'affaire et luttent toujours pour 200 euros net d'augmentation. Il en va de même dans d'autres entreprises du secteur, telles Safran et Thales, et ces mouvements se renforcent mutuellement.

La direction de Dassault voudrait bien entamer la montée en cadence la plus vite possible, compte tenu de l'afflux de commandes de Rafale qu'il lui faudra honorer. Pour cette raison, les travailleurs se sentent

en position de force et n'entendent pas accepter n'importe quoi.

Des négociations se poursuivent avec les syndicats, la direction leur demande de faire des propositions. De son côté, elle

continue à vouloir affirmer son autorité et campe sur ses positions. Elle joue les prolongations, espérant que le mouvement décline. Mais rien ne dit que les travailleurs accepteront de baisser le niveau de leurs revendications pour que Dassault puisse empocher les milliards qui l'attendent si les ventes des Rafale se concrétisent. Les travailleurs n'ont pas dit leur dernier mot.

Correspondant LO

Thales Group: 3,5%, ça ne suffit pas!



Cela fait plusieurs jeudis, temps forts de la mobilisation sur les salaires, que, à l'appel de l'intersyndicale CGT-CFDT-CGC, les salariés de tous les sites en France font entendre leurs revendications.

L'annonce de 3,5% d'augmentation a fait réagir toutes les catégories de salariés, ouvriers, techniciens, ingénieurs. En semaine, des assemblées générales sont organisées pour préparer le jeudi qui arrive. Ainsi, les salariés mobilisés communiquent entre eux, se racontent ce qui se discute sur leur site respectif et se coordonnent pour réussir les jeudis, marqués généralement par des blocages filtrants, des débrayages et des manifestations sur site ou à l'extérieur.

À Gennevilliers, dans les Hauts-de-Seine, 400 salariés ont débrayé jeudi 3 février. À Sophia-Antipolis (Alpes-Maritimes), ils étaient en grève et 450 ont manifesté à Cannes, le 17 février, de même que plusieurs centaines de travailleurs à Élancourt, dans les Yvelines. À Méru, ils étaient une centaine à débrayer et à se réunir en assemblée générale ces derniers temps. À Pont-Audemer (Eure), Cholet (Maine-et-Loire), Brive-la-Gaillarde (Corrèze), Toulouse, les salariés préparent et mènent des actions qui rendent visible le mécontentement sur les salaires.

À Vélizy-Villacoublay (Yvelines), cela fait deux jeudis que les salariés des trois sites du secteur se retrouvent à 200 en assemblée générale, puis débrayent et manifestent dans la foulée. Des ouvriers

aux ingénieurs en passant par les bureaux, il n'est pas question de rester spectateur. La journée du jeudi 17 février avait été préparée dans les ateliers, en discutant. Une centaine de travailleurs sont passés à un moment ou un autre bloquer la zone, dès 6h30. S'en est suivie une assemblée générale, durant laquelle il a été décidé de manifester en dehors avec les salariés de Dassault Systèmes, juste à côté, et qui débrayent également pour les salaires. Trois cent cinquante salariés des deux entreprises se sont fait entendre dans la rue au cri de «Thales, Dassault, même patron, même combat!» Les salariés de la zone ont exprimé de la sympathie. Tout le monde était content et la journée du 24 février est en train de se préparer en commun, ce qui renforce le moral pour entraîner un maximum de salariés.

La direction du groupe a lâché quelque peu. Mais le compte n'y est pas. L'augmentation des salaires ne doit pas être engloutie par l'inflation, et pas question d'appliquer la hausse sur huit mois au lieu de douze!

Pour les travailleurs de ce géant mondial de l'électronique dont les commandes ne tarissent pas et qui arrose allègrement ses actionnaires, la poursuite du mouvement s'impose.

Correspondant LO



Nos lecteurs écrivent: surcharge de travail

Depuis un an, l'usine de Juratri, à Lons-le-Saulnier dans le Jura, sous-traite le tri des déchets pour Suez. Les ouvriers doivent faire des samedis en heures supplémentaires, entre trois et quatre par mois.

La raison: des pannes à répétition causées par la surcharge des machines. Sur toutes les lignes, les tapis se déchirent, les moteurs grillent, les Traumel font des bourrages. Aujourd'hui, les

ouvriers trient 8 tonnes de l'heure, contre 5 tonnes de l'heure il y a vingt ans. Les machines ne s'arrêtent plus car les pauses ont été décalées, donc la maintenance ne peut intervenir que dans l'urgence. Les cadences sont tellement élevées que beaucoup d'ouvriers partent au bout de quelques mois, voire quelques heures. Les deux machines qui séparent l'aluminium de la ferraille sont en panne, donc les ouvriers

doivent séparer eux-mêmes les métaux et porter les sacs d'aluminium à la main jusqu'à la benne.

C'est la direction qui est responsable de ces pannes, car elle recherche la productivité à tout prix, mais ce sont les ouvriers qui doivent rattraper les dégâts. Voilà comment Suez produit ses milliards de profits.

Un lecteur de Lons-le-Saulnier

RATP : une journée de grève réussie

L'annonce par la direction d'une revalorisation des salaires de 0,4 % a été prise comme une provocation. En réponse, les travailleurs de la RATP se sont mis en grève massivement lors de la journée du 18 février, appelée par l'ensemble des syndicats de l'entreprise.

La direction a prétendu que l'augmentation accordée n'était pas de 0,4 %, mais de 2,7 %, en incluant dans son calcul les augmentations à l'ancienneté, qui ne concernent pas tous les travailleurs, et des mesures dites catégorielles. Aucun détail n'a été donné en particulier sur les augmentations accordées à certains hauts cadres.

L'intox de la direction a aussitôt été relayée par le ministre des Transports, Djebbari, suivi du porte-parole du gouvernement, Attal, qui affichait son

mépris du monde du travail en ajoutant : « *Il y a une forme de grève réflexe que moi je ne comprends pas.* » Quant à la ministre du Travail, Élisabeth Borne, c'est avec ses réflexes d'ancienne patronne de la RATP qu'elle a craché son venin : « *J'appelle les syndicats à faire preuve de responsabilité, car ce n'est pas ce qu'on attend d'une grande entreprise de service public comme la RATP. On peut avoir des revendications salariales. Mais faire grève un jour de grand départ en vacances, je ne pense pas que ce soit une*

Au métro

Au métro, avant le 18 février, ça discutait déjà pas mal des salaires. Un autre sujet d'inquiétude était le nouveau « protocole conduite », présenté quinze jours plus tôt par la direction.

Il consiste en une série de nouvelles attaques contre les conditions de travail des conducteurs, sous prétexte de la mise en concurrence du métro, calquées sur le modèle des attaques contre les conducteurs de bus.

Beaucoup de conducteurs faisaient le lien entre ce « protocole conduite » et la proposition scandaleuse de la RATP de 0,4 % d'augmentation par mois, en disant : « *Pour les salaires, il faut bloquer, ça servira aussi d'avertissement pour le protocole.* » Les agents de station étaient aussi nombreux à vouloir faire grève, alors que ce secteur est généralement plus difficile à mobiliser, du fait de la dispersion des agents.

Sur les réseaux sociaux, c'était à qui annoncerait le taux de grévistes le plus élevé, les conducteurs faisaient connaître le taux de participation à la grève au fur et à mesure qu'on approchait du 18 février. D'ailleurs, sur certaines lignes, des conducteurs ont pu annoncer avant la direction qu'aucun train ne roulerait.

Comme d'habitude, l'encadrement a tout fait pour

limiter les impacts de la grève. Il y est allé de son petit chantage, par exemple en menaçant les grévistes de ne pas valider leur candidature pour des stages permettant d'accéder au statut de maîtrise.

Ça n'a pas suffi, et la grève a été massivement suivie au métro. La RATP n'a pas pu faire tourner ses lignes sur la journée entière, exception faite des lignes 1 et 14, qui sont automatisées. Quand il y avait des trains, sur le RER par exemple, c'était des cadres qui avaient « pris le manche », et seulement aux heures de pointe. Sur les rares lignes de métro ouvertes aux heures de pointe, c'était la « réserve générale » qui roulait, des agents utilisés par la direction pour faire un peu tourner les lignes, comme ça avait déjà été fait pendant toute la grève contre la réforme des retraites.

Cette journée a rappelé l'ambiance qu'il y avait en 2019, quand on préparait la grève contre la réforme des retraites, et elle a remonté le moral de bien des travailleurs de la RATP.

Correspondant LO



Rassemblement à Val-de-Fontenay.

bonne idée.»

Lors du rassemblement de plusieurs centaines de personnes à Val-de-Fontenay, les manifestants ont fait irruption dans la salle où se tenaient les pseudo-négociations sur les salaires, pour dire à la direction ce qu'ils pensent de cette hausse minable (« *à peine un kebab sans boisson* »), dénoncer ces décisions dignes de « voleurs » et de « voyous », ainsi que les conditions de travail de plus en plus déplorables, tout cela alors que la RATP a réalisé près d'un milliard

et demi de bénéfices en cinq ans.

La direction a maintenu le 0,4 % et elle a annoncé une prime exceptionnelle de 200 euros au mois de mars pour la moitié environ des agents de la RATP. 200 euros, c'est ce qu'il faudrait au minimum tous les mois, et intégré au salaire, et avec l'indexation automatique des salaires sur la hausse réelle des prix.

Lors de cette journée réussie, les travailleurs ont pu mesurer la force qu'ils représentent en étant unis pour défendre leurs

intérêts. Elle pourrait être un tremplin vers un réel mouvement de grève, où seraient discutées et votées les revendications et où les décisions seraient prises par l'assemblée générale des grévistes.

Ils doivent préparer ce combat, en discutant des revendications, en saisissant chaque occasion de se mobiliser, en consolidant les liens entre tous les travailleurs du transport, du métro ou du bus, conducteurs ou en station, syndiqués ou non.

Correspondant LO

Dans les dépôts de bus

La grève a été bien suivie, voire forte dans certains dépôts, comme Lagny, les Lilas, Montrouge, Massy.

L'annonce du 0,4 % d'augmentation n'a fait qu'aggraver le mécontentement lié à une autre négociation, étalée sur des mois, visant à instaurer de nouvelles conditions de travail dès juillet 2022 pour les chauffeurs de bus : six jours de repos en moins, la forte augmentation du temps de conduite, davantage d'horaires avec une coupure importante au milieu, la perte de primes, etc. La direction et certains syndicalistes ont longtemps entretenu l'illusion qu'il y aurait une belle augmentation de salaire en contrepartie, qui s'avère

n'être que de 58 euros par mois.

La perspective de travailler plus pour être finalement transférés dans des filiales en 2025 inquiète, alors que la direction met le paquet pour enjoliver son projet, tout en menaçant de l'imposer sans aucune augmentation si des syndicats ne signent pas.

Dans le même temps, cela fait des mois que le travail sur les lignes de bus est chaotique à cause du manque d'effectif. Les horaires des services sont dégradés, des bus n'ont pas de chauffage, ou pas de radio,

les conditions de circulation empirent, la hiérarchie sanctionne à la moindre occasion.

Fin de mois de plus en plus dures, casse des conditions de travail : tout cela fait partie d'une attaque patronale générale contre l'ensemble des travailleurs du transport. Cette journée réussie du 18 février peut redonner confiance dans la capacité à se mobiliser largement pour envoyer à la poubelle le projet d'augmentation du temps de conduite, et pour la hausse des salaires rendue vitale face à l'augmentation des prix.

Correspondant LO



Sans conducteurs, pas de bus...

Dufour Yachts – La Rochelle : poursuite de la grève

L'entreprise Dufour Yachts, qui compte un peu plus de 500 salariés, dont plus de 120 intérimaires, fait partie d'un groupe appartenant au maire de La Rochelle, le millionnaire Fountaine, dont le résultat financier se monte à 13 millions d'euros en 2021.

Cette même année, la filiale Dufour, présentée comme déficitaire, a versé plus de 1 100 000 euros à la maison mère et payé plus de 900 000 euros de dettes des anciens patrons.

Les salariés du magasin ont craqué mardi 15 février et se sont mis en grève. Les conditions de travail s'étaient encore dégradées

avec les travaux de modification du magasin. Des menaces d'accident grave se sont multipliées jusqu'à dernièrement. Les demandes de réparations, d'embauches pour soulager la charge de travail et d'améliorations salariales sont restées sans écho côté patronal. C'est ce qui a décidé les magasiniers à cesser le travail.

Ils demandaient la réparation des installations dangereuses, des embauches et 1,5 euro d'augmentation de l'heure.

Mais les travailleurs des autres secteurs de l'usine subissent le même mépris patronal. L'un des exemples les plus criants est la dangerosité des passerelles autour des bateaux, qui ne sont toujours pas sécurisées, depuis des mois que cela est demandé. Et partout, les salaires sont bien trop bas.

Tous les travailleurs étant soumis au même



régime, l'exemple des magasiniers a convaincu la majorité des ouvrières et ouvriers en CDI de cesser le travail jeudi 17 février, y compris ceux d'un atelier situé hors de l'usine, qui ont rejoint le mouvement. Du coup, la production est paralysée et les discussions avec les très nombreux intérimaires indiquent que leur solidarité est acquise. Les travailleurs se sont réunis sur le parking et ont voté la reconduction de la grève. Vendredi 18 février, ils ont

filtré l'entrée des camions. Le PDG étant à Miami, la direction ne veut pas négocier.

La poursuite du mouvement pour lundi 21 février a été votée, et bien sûr le maintien des revendications des magasiniers, l'amélioration des conditions de travail demandées dans tous les secteurs et 5% d'augmentation de salaire.

Ce dont tous les travailleurs sont bien convaincus, c'est que, cette fois, c'est au patron de « faire l'effort ».

Correspondant LO

Hutchinson – Châlette-sur-Loing : les travailleurs ont relevé la tête

Les ouvriers de l'usine Hutchinson (groupe Total) de Châlette-sur-Loing, dans le Loiret, ont fait cinq jours de grève pour exiger 80 euros d'augmentation de salaire.

Ils étaient près de 200 le premier jour, le 15 février. Suite aux débrayages largement suivis de la semaine précédente, le patron avait

lâché 50 euros pour les plus bas salaires. Mais, pour les grévistes, le compte n'y était pas. Ils veulent leur part, pouvoir vivre dignement de

leur salaire, sachant que le groupe Hutchinson a versé 140 millions d'euros à Total, qui lui-même vient d'annoncer 15 milliards de profits.

Malgré le froid, les discussions autour des barbecues ont été nombreuses sur le fait que sans eux, sans leur travail, il n'y a pas de production et que ce n'est que par la grève qu'on peut faire céder le patron. Les plus anciens se rappelaient qu'il n'y avait pas eu de grève depuis dix-huit ans. Beaucoup attendaient de savoir si les autres usines du

groupe allaient se joindre au mouvement.

Plusieurs racontaient que, étant seuls à travailler dans le couple, ils reçoivent des aides mais ils refusent de se contenter d'aumônes et veulent pouvoir vivre de leur salaire: « On travaille dur mais on reste digne, on veut vivre de notre salaire. » Des ouvrières discutaient que, pendant la grève, « on n'a pas le chef sur le dos à nous saouler avec la cadence, c'est un moment de liberté ». Les grévistes étaient conscients que c'est grâce à leur travail, à l'exploitation,

aux cadences qui leur bousillent la santé, que ces patrons capitalistes augmentent leur fortune.

Jeudi et vendredi, le nombre de grévistes avait baissé, et lundi 21 certains tenaient encore à marquer le coup. Finalement la direction, en plus des 50 euros, a lâché 10,08 euros par mois sur la prime de panier. Même s'ils estiment être encore loin du compte, les grévistes sont fiers d'avoir enfin relevé la tête et de s'être fait respecter de la direction.

Correspondant LO



QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 – Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. – Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve – Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 – ISSN 0024-7650 – Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) – Dépôt légal février 2022.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

États-Unis-Afghanistan : après l'occupation, la spoliation

D'un trait de plume le président américain a confisqué, le 11 février, sept milliards de dollars déposés aux États-Unis et appartenant à la banque centrale d'Afghanistan.

Ces fonds sont gelés depuis l'arrivée au pouvoir des talibans. C'est évidemment en prétendant les empêcher de s'en emparer que Biden met la main sur cette somme.

Plus de vingt millions d'Afghans souffrent de la faim. La faillite économique dont le président américain

attribue la responsabilité aux talibans était déjà en cours l'été dernier lorsque le précédent gouvernement afghan s'est délité et que l'armée américaine a évacué le pays. C'est d'ailleurs la corruption gigantesque au sein de l'État, sous le contrôle des États-Unis depuis 2002, et

son mépris des besoins élémentaires de la population qui ont permis aux talibans de le renverser presque sans résistance et de prendre le pouvoir en août 2021.

Biden promet d'utiliser la moitié de ce qu'il vole à la population afghane, une des plus démunies du monde, pour financer l'aide humanitaire absolument indispensable à la survie des affamés. Qui gèrera ces fonds? Comment iraient-ils à la

population? Nul ne le sait.

L'autre moitié devrait servir à indemniser les familles des milliers de victimes des attentats américains des attentats du 11 septembre 2001. Certaines de ces familles s'en sont indignées et ont fait remarquer qu'aucun Afghan n'était présent dans les commandos-suicide qui ont fait s'écraser des avions aux États-Unis ce jour-là. Et puis qu'en est-il de l'indemnisation des 160 000 victimes de

vingt années d'occupation de l'Afghanistan par des armées étrangères, dont celle de la France, et des bombardements de villages par leur aviation?

Derrière les phrases sur les droits humains, les dirigeants de l'impérialisme se sont comportés de bout en bout en prédateurs envahissant, occupant et pillant un pays à l'autre bout du monde.

Lucien Déroit

Nigeria : impérialisme, misère et pollution

Le 3 février, une explosion détruisait une plateforme de stockage de pétrole offshore au large du Nigeria. La compagnie pétrolière propriétaire de cette plateforme n'en a pas dévoilé les causes. Mais il est indéniable qu'une nouvelle fois, la population est victime des grandes compagnies pétrolières qui dévastent depuis des décennies le delta du Niger.

Même si on ne connaît pas la cause immédiate de cette explosion, le fait que cette plateforme soit en fait un vieux pétrolier en fin de vie, recyclé, montre les risques que ces compagnies créent afin d'accroître leurs profits. Cela dure depuis soixante ans et a abouti à une véritable catastrophe aussi bien pour les habitants que pour la faune et la flore de cette région.

Le Nigeria est le premier producteur de pétrole d'Afrique. En 2021, malgré la crise sanitaire, il continuait à exporter 1,9 million de barils chaque jour. Mais le pétrole et le gaz présents dans ce pays enrichissent les grandes compagnies américaines ou européennes qui, jusqu'à peu, possédaient tout, les champs d'extractions, les puits de pétrole et les oléoducs permettant de l'exporter. Après avoir dévasté le delta du Niger par des pollutions incessantes, les grandes compagnies ont

commencé à revendre des installations qu'elles n'entretenaient pas. Ces puits, oléoducs et autres, continuent à nuire.

Le 5 novembre dernier, un de ces puits de pétrole mal entretenus s'est mis à fuir, déversant l'équivalent de deux millions de barils dans les rivières et les mangroves. Il a fallu trente-deux jours pour stopper cette fuite. Les villages à proximité furent envahis par des gaz toxiques. Des enfants sont morts foudroyés dans la rue sans que quiconque explique aux parents ces morts brutales. Les poissons et les crustacés ont disparu ou sont devenus impropres à la consommation. Toute une population de pêcheurs s'est retrouvée sans ressources. Malgré les protestations, la zone n'a pas été évacuée et les habitants n'ont pas été indemnisés. La société nigériane Aiteo, qui possède ce puits depuis 2015, année où elle l'a racheté à Shell, Total



THE NEWSGURU

La plateforme de stockage en feu.

et ENI, nie toute responsabilité et parle de terrorisme. Et l'État protège cette société contre les populations comme il l'a toujours fait.

En 1995 déjà, le pouvoir nigérian faisait pendre l'écrivain et militant Ken Saro-Wiwa qui dénonçait ces crimes commis pour les profits des capitalistes du pétrole, Shell, Chevron, Total. En dévastant toute une région, les grands groupes pétroliers ont réduit à la misère la population locale. Cette pauvreté pousse aujourd'hui des habitants à accepter de travailler pour

des truands qui montent des raffineries clandestines. Les conditions de travail y sont épouvantables pour traiter un pétrole brut volé en perçant des trous dans des pipelines, trous qui génèrent une marée noire permanente et des risques d'explosion.

Les grandes entreprises capitalistes du pétrole, si elles revendent les puits, contrôlent toujours complètement le raffinage et la distribution. Elles verrouillent le marché mondial dont dépend complètement le Nigeria. Le pétrole brut

représente 90 % des revenus d'exportation du pays et 75 % des revenus de l'État. Pour autant il doit importer la majeure partie du pétrole raffiné consommé dans le pays.

Si les pétroliers ont tiré des millions du Nigeria, la population s'est enfoncée dans la pauvreté. La moitié, soit 90 millions de personnes pour ce grand pays, vit dans l'extrême pauvreté. Tant que l'impérialisme subsiste, les ressources de l'Afrique seront une malédiction pour sa population.

Marion Ajar

Compagnies pétrolières : faire monter les prix et les profits

D'après la banque Morgan Stanley, les profits des majors, les principales compagnies pétrolières mondiales, Shell, BP, TotalEnergies, ENI, et de la compagnie norvégienne Equinor, battent tous les records.

Ces cinq entreprises ont accumulé 23,7 milliards de dollars de bénéfice net en 2021 et détiennent entre leurs mains la somme gigantesque de 93 milliards de dollars de « cash-flow

libre », c'est-à-dire d'argent disponible pour être réinjecté dans la sphère financière. La hausse du prix du pétrole, certes alimentée par la spéculation, a aussi des causes bien concrètes

liées aux décisions prises dans les conseils d'administration de ces grands groupes capitalistes pour limiter la production. En effet, les investissements des compagnies pétrolières et gazières, qui s'étaient effondrés en 2020, n'ont pas redémarré : malgré la hausse des prix du baril de pétrole, ils seraient restés inférieurs de 20 % par

rapport au niveau atteint avant la crise sanitaire. Les découvertes de nouveaux gisements sont tombées en 2021 au plus bas niveau observé depuis la Deuxième Guerre mondiale.

En fait, après avoir massivement réduit leurs investissements pendant la crise sanitaire afin de préserver leurs bénéfices et les dividendes versés,

les majors font payer aux consommateurs le prix de la prétendue « transition écologique ». On ne pourra les empêcher de faire régner leur loi sur l'ensemble de la société qu'en se battant pour exproprier purement et simplement leurs actionnaires et placer ces entreprises sous le contrôle des travailleurs.

Sacha Kami